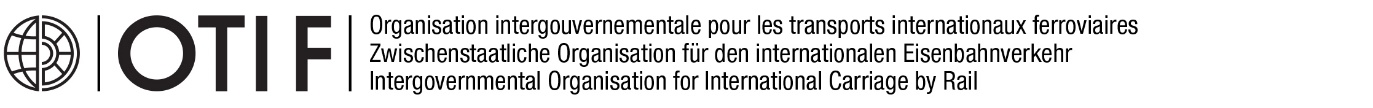
****

**SONDAGE SUR LES RÈGLES  
CONCERNANT LES DOCUMENTS DE TRANSPORT NÉGOCIABLES DANS LE TRANSPORT FERROVIAIRE**

**Période de consultation :** 11 mai 2022 – 06 juillet 2022

**Objectif :** Recueillir des informations sur le droit national applicable aux documents de transport ferroviaire négociables et des opinions sur la nécessité d’introduire la possibilité d’utiliser des documents de transport négociables pour le transport de marchandises au titre des « Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises » (RU CIM), formant l’Appendice B à la Convention.

**Informations contextuelles :** LAW-21023-GTEJ 4/13 « Document initial sur le connaissement » (extrait)

**Groupe cible :** Membres de l’OTIF et toutes les parties prenantes concernées par les RU CIM ou qui leur portent un intérêt légitime.

**Confidentialité :** Le sondage n’a pas pour but de collecter des informations confidentielles. Il sera rendu compte des parties répondantes et de leurs réponses dans un rapport. Toutefois, les parties répondantes peuvent demander que leurs réponses restent anonymes, auquel cas seule leur catégorie apparaîtra dans le rapport.

**Réponses :** Les réponses doivent être envoyées à [law@otif.org](mailto:law@otif.org) d’ici le 06 juillet 2022.

**Rapport** : Les résultats du sondage seront communiqués à la Commission ad hoc sur les questions juridiques et la coopération internationale.

Veuillez contacter le département juridique de l’OTIF pour toute clarification concernant le questionnaire.

**1. Coordonnées et entité représentée**

Titre : M.  Mme

Nom : Tapez ici.

Prénom : Tapez ici.

Fonction officielle : Tapez ici.

Courriel : Tapez ici.

Autorité étatique (laquelle) : Tapez ici.

Organisation régionale (laquelle) : Tapez ici.

Organisation internationale (laquelle) : Tapez ici.

Association internationale (laquelle) : Tapez ici.

Transporteur (lequel) : Tapez ici.

Établissement universitaire (lequel) : Tapez ici.

Autre (préciser) : Tapez ici.

**2. Votre droit national prévoit-il la possibilité d’utiliser un document de transport négociable[[1]](#footnote-1) (p. ex. connaissement[[2]](#footnote-2)) pour le transport de marchandises par le rail ?**

Oui

Non

**3. Si vous avez répondu « oui » à la question 2, votre droit national prescrit-il des exigences détaillées pour les documents de transport négociables (p. ex. connaissement) ?**

Oui (veuillez fournir la référence des dispositions pertinentes et les résumer) : Tapez ici.

Non (veuillez détailler) : Tapez ici.

**4. Estimez-vous qu’il est nécessaire de réglementer l’utilisation d’un document de transport négociable pour le transport des marchandises au titre des RU CIM[[3]](#footnote-3), soit dans les RU CIM elles-mêmes soit dans une autre convention internationale ?**

Oui (veuillez détailler les avantages que cela offrirait et pour quel type de marchandises ou services – p. ex. vente de marchandises en transit, etc.) : Tapez ici.

Non (veuillez détailler) : Tapez ici.

**5. Veuillez fournir les références de toute recherche, étude ou autres informations sur le sujet qui devraient être prises en compte par l’OTIF :**

Tapez ici.

1. Les Règles de Rotterdam notamment définissent le document de transport négociable comme suit : « Le terme “document de transport négociable” désigne un document de transport qui indique, par une mention telle que “à ordre” ou “négociable”, ou toute autre mention appropriée reconnue comme ayant le même effet par la loi applicable au document, que les marchandises ont été expédiées à l’ordre du chargeur, à l’ordre du destinataire ou au porteur, et qui ne porte pas la mention “non négociable” » (article premier, point 15). [↑](#footnote-ref-1)
2. Le connaissement remplit l’ensemble des trois fonctions suivantes :

   1. preuve de la réception des marchandises et de leur état ;
   2. preuve des termes du contrat de transport ;
   3. document formant titre sur les marchandises, qui confère une possession de droit des marchandises (fonction supplémentaire).

   [↑](#footnote-ref-2)
3. L’article 6, § 5, des RU CIM dispose que « [l]a lettre de voiture n’a pas la valeur d’un connaissement ». [↑](#footnote-ref-3)